

The press review

1-15 May 2014

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparency.lu.

Information importante « hotline anti corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

National news



Les stylistes Dolce & Gabbana condamnés en appel à 18 mois de prison

2014-05-01 10:56:00



photo archives

Les stylistes italiens Domenico Dolce et Stefano Gabbana, poursuivis pour fraude fiscale estimée à quelque 200 millions d'euros, ont été condamnés mercredi par la cour d'appel de Milan (nord) à 18 mois de prison, ont annoncé les médias italiens.

Domenico Dolce, 55 ans, et Stefano Gabbana, 51 ans, ont été reconnus coupables d'escroquerie aux dépens de l'Etat italien et pour des inexactitudes dans leurs déclarations de revenus.

En première instance, en juin 2013, les deux créateurs de la marque de vêtements et d'accessoires de luxe Dolce & Gabbana, d'origine sicilienne, avaient été condamnés à un an et huit mois de prison pour une fraude fiscale estimée à près d'un milliard d'euros. La peine a été réduite en appel, une partie des délits qui leur sont imputés ayant été depuis prescrits, ont expliqué les médias italiens. Quatre autres personnes ont été également condamnées à des peines de prison. "Je suis sans voix, totalement pantois. Nous déposerons sans aucun doute un recours en Cassation", a immédiatement réagi l'avocat des créateurs, Me Massimo Dinoia. En novembre 2011, la Cour de cassation italienne avait annulé l'acquittement des deux stylistes, prononcé en avril 2011 par un tribunal de Milan. En 2010, le journal économique Sole 24 Ore avait révélé que les deux stars italiennes du prêt-à-porter faisaient l'objet d'une enquête pour évasion fiscale pour un montant de 840 millions d'euros, aux côtés de quatre autres personnes. Selon les magistrats, les deux hommes avaient créé en 2004 et 2005 une société écran au Luxembourg, lui confiant le contrôle des marques du groupe pour échapper au fisc italien, alors que cette société était en réalité gérée depuis la péninsule.

Les whistleblowers sont dans l'entreprise

Protégés par la loi, pour peu qu'ils soient de bonne foi, les lanceurs d'alerte doivent désormais être mieux pris en considération au niveau de la gouvernance d'entreprise. Les employeurs doivent aussi pouvoir se défendre contre ceux qui entendent profiter de la protection dont bénéficient les whistleblowers pour proférer des dénonciations calomnieuses.

Par : Sébastien Lambotte / Publié par paperJam.lu

Mis à jour : 07.05.2014 8:56



Enron est un cas d'école du whistleblowing. Les irrégularités comptables avaient été dénoncées de l'intérieur. (Photo: Licence CC)

Les lanceurs d'alerte ont régulièrement fait les gros titres ces derniers mois. Ces «whistleblowers», pour reprendre leur dénomination anglo-saxonne, dénoncent ce qui à leurs yeux contrevient aux droits fondamentaux, règles éthiques, morales ou plus simplement légales dans le cadre de l'entreprise. N'est toutefois pas Edward Snowden, révélé en tant que tel publiquement aux yeux du monde, qui veut. Les whistleblowers ont, plus qu'on ne le pense, leur mot à dire dans l'univers de l'entreprise. Le sujet était d'ailleurs au cœur de l'Afterwork Legal Event de la British Chamber of Commerce for Luxembourg, qui se tenait ce mardi soir au cabinet d'avocats Kleyr Grasso.

Lors de cet événement autour du thème «Whistleblowing: an increasing risk for companies?», trois associés du cabinet – Rina Breininger, Christian Jungers et Rosario Grasso – ont été

invités à répondre à la question. «Cela ne fait que peu de temps, depuis 2011 précisément, que ce concept de whistleblowing a été introduit dans le droit luxembourgeois», précise Rosario Grasso, avocat à la Cour et très probable futur bâtonnier. «S'il est important aujourd'hui, c'est parce qu'il constitue un moyen de combattre la corruption, le trafic d'influence ou encore le blanchiment d'argent. Le législateur, aujourd'hui, permet à celles et ceux qui constatent des faits anormaux de les dénoncer auprès d'autorités ou d'un supérieur en étant protégés d'éventuelles représailles.»

Une exigence de la CSSF

La loi donne cette possibilité aux travailleurs. D'autres instances, comme la CSSF, exige de certaines catégories d'entreprises, comme les PSF, qu'elles intègrent cette possibilité au cœur de leurs procédures de gouvernance interne. L'enjeu est de faire prendre conscience aux employeurs de cette possibilité légale offerte aux salariés, afin qu'ils puissent en tenir compte dans leur modèle de gouvernance. «Des réponses doivent être apportées, pour permettre à l'employé de se sentir libre de dénoncer, en toute confidentialité, certains faits qui, à ses yeux, contreviennent à des principes éthiques ou légaux, ou de rapporter le fait qu'un tiers lui ait demandé de contribuer à de telles actions frauduleuses», précise Rina Breininger.

Des questions se posent encore aujourd'hui sur la possibilité donnée aux employés de dénoncer des faits anonymement – ce qui est loin de faire l'unanimité –, sur les garanties de confidentialité octroyées ou sur la protection des données. La Commission nationale pour la protection des données (CNPD) devrait d'ailleurs prochainement proposer une note répondant à ces questions. «Il est toutefois recommandé aux entreprises, quand cela n'est pas une nécessité, d'adopter des schémas permettant le whistleblowing et de le prendre en considération à travers des procédures, que celui-ci soit géré en interne ou par une instance externe», poursuit Rina Breininger.

De bonne foi et protégé

Dans tous les cas, devant un juge du travail, le lanceur d'alerte sera protégé. «Pour peu que son action relève, comme le précise la loi, de la bonne foi», indique Me Christian Jungers. «Il ne pourra donc pas être licencié pour avoir dénoncé un fait ou une suspicion. Et s'il devait être victime de représailles, le droit du travail lui donne la possibilité d'introduire un recours en justice, lui permettant de réintégrer son emploi ou de bénéficier de dommages et intérêts.»

Reste que les abus ne sont pas exclus, et que les employeurs, eux aussi, doivent pouvoir défendre leurs intérêts face à des dénonciateurs de mauvaise foi. Or, déterminer ce qui relève de la bonne ou de la mauvaise intention n'est jamais simple à déterminer. «Mais, avec des informations et des circonstances, directes ou indirectes, l'employeur pourra toujours tenter de convaincre le juge de la mauvaise foi du salarié, et obtenir gain de cause face à ce que l'on appelle des dénonciations calomnieuses», précise Rosario Grasso, qui rappelle en outre que de tels faits, une fois démontrés, peuvent aussi être poursuivis pénalement.



Selon la CSSF

09 mai 2014 17:52; Act: 09.05.2014 19:35

2013, un bon millésime pour la place financière

LUXEMBOURG - Si le secteur financier luxembourgeois s'est bien porté en 2013, cela pourrait changer d'ici 2016. Quelques ajustements seront nécessaires.



Pour le directeur de la CSSF, Jean Guill (à droite), l'autorité de contrôle devrait avoir plus de pouvoir de sanction. (photo: Editpress)

Au long de 2013 «le nombre et le résultat des banques établies sur la place ont connu une croissance sensible, tout comme le volume des avoirs», a résumé, ce vendredi, Jean Guill, directeur général de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), lors de la

présentation de son exercice 2013. «2013 restera en mémoire comme un bon millésime pour la place luxembourgeoise», s'est félicité le directeur.

De bons chiffres pour la CSSF mais...

En 2013, la CSSF a réalisé un résultat record de 22,175 millions d'euros. Les prévisions sont positives pour 2014 et 2015 mais risquent de virer au rouge en 2016.

Jean Guill a également désigné l'année dernière comme année transitoire, étant donné que la place est résolument tournée [vers un avenir marqué par une uniformisation de la régulation et de la transparence](#) dans les services financiers. La CSSF a incité les banques à «prendre les mesures nécessaires pour éliminer les pratiques qui peuvent être perçus à l'extérieur comme des entraves aux principes de transparence ou de la lutte contre le blanchiment».

«L'autorité de surveillance doit contribuer à assurer et justifier cette confiance indispensable dont les professionnels et leur clientèle créditent la place», a poursuivi Jean Guill. Pour ce faire, il serait indispensable que la CSSF bénéficie de suffisamment d'indépendance, de pouvoir et de ressources. C'est pour cette raison que la commission de surveillance devrait pouvoir davantage sanctionner les entités en situation irrégulière. Il faudrait en outre veiller à ce que ce ne soient pas les banquiers qui rédigent eux-mêmes les textes de lois. (*L'essentiel*)

Publié le 12.05.2014 15:50

Lutte contre la corruption

Directive marchés publics: Transparency satisfaite

L'adoption de la nouvelle directive sur les marchés publics satisfait pleinement l'ONG Transparency International Luxembourg. L'ONG souhaite qu'elle relance le débat au Grand-Duché sur le droit d'accès aux documents administratifs et contribue à l'adoption de codes de déontologie pour tous les élus.

Publié par paperJam.lu



Selon la Commission européenne, la corruption dans les marchés publics coûte quelque 2 milliards d'euros par an.

(Photo: DR)

Transparency International Luxembourg (TI Luxembourg), ONG ayant pour objectif de combattre la corruption, s'est félicitée ce lundi de la publication au Journal officiel de l'Union européenne de la directive 2014/24 qui porte modification des règles applicables aux marchés publics et qui doit être applicable d'ici 2016 dans les États membres.

À l'origine de cette directive, la Commission européenne considère que la corruption dans les marchés publics coûte quelque 2 milliards d'euros par an. D'où son souhait que les nouvelles règles applicables aux marchés publics contribuent à l'amélioration de la transparence des procédures.

Contre la tentative d'influence

Parmi ces nouvelles règles, TI Luxembourg a salué ce lundi matin «l'exigence d'une transparence parfaite» lors des consultations préalables organisées par les acheteurs publics avec les entreprises, afin d'écartier tout soupçon de favoritisme «ainsi que la possibilité d'exclure de la procédure les entreprises qui auraient par des moyens détournés tenté d'en influencer le processus décisionnel».

TI Luxembourg dit encore approuver le renforcement des obligations de suivi pesant sur chaque État membre, qui devra établir et rendre publics plusieurs rapports détaillant les moyens mis en œuvre pour lutter contre la corruption dans les marchés publics.

À un niveau national, l'ONG affirme se réjouir par avance du travail législatif que le Luxembourg va fournir sur le sujet. Tout en souhaitant que cela permette «de relancer le débat sur le droit d'accès aux documents administratifs» – inscrit au programme du gouvernement – «et d'accélérer l'adoption des codes de déontologie pour les membres du gouvernement, les députés et les élus communaux».

Pantouflage: Protinvest cafte à Barnier

[Place financière](#) | Publié le 13.05.2014 19:15

L'association luxembourgeoise de protection des investisseurs rapporte au commissaire en charge du marché intérieur que le pantouflage de hauts fonctionnaires luxembourgeois dans des banques peut poser des questions de conflit d'intérêts.

Par : Pierre Sorlut / Publié par paperJam.lu



Malgré son attitude d'élève modèle, le gouvernement se fait balancer par ses propres camarades.

(Photo: SIP)

Ce n'est pas le [premier coup d'éclat](#) de Protinvest, mais il marquera à nouveau les esprits. L'association luxembourgeoise de protections des investisseurs, qui se veut le whistleblower de la place financière pour son propre intérêt, vient d'envoyer un [courrier](#) à Michel Barnier, le commissaire européen chargé du Marché intérieur, pour lui signaler certains «manquements en matière de gouvernance et de supervision du secteur financier».

En cause, le pantouflage de hauts fonctionnaires luxembourgeois dans des banques. Celui de Sarah Khabirpour, premier conseiller de gouvernement, se confirme, puisqu'elle met entre parenthèses sa carrière dans la fonction publique pour garnir les rangs de la Bil... banque dont elle a été membre du conseil d'administration en tant que représentant de l'État jusqu'au 28

février. [Elle y dirigera](#) le département business development & regulatory affairs à partir du 1^{er} juin.

L'avenir de Georges Heinrich, directeur du Trésor qui a en même temps demandé à quitter ses fonctions au ministère des Finances, paraît plus incertain. Mais il est plus ou moins acquis qu'il se dirigera vers une banque.

Or, c'est bien ce que pointe du doigt Protinvest. «Ces hauts fonctionnaires bénéficient de congés sans solde qui rend ambiguë toute définition des droits et devoirs vis-à-vis de l'État et leur nouvel employeur. Le Gouvernement a bien adressé des lettres de mise en garde à ces fonctionnaires en leur rappelant d'exercer leur nouvelle fonction avec une certaine discrétion, vu les informations privilégiées qu'ils ont pu acquérir dans l'exercice de leurs fonctions publiques précédentes, rappelle l'association de protection des investisseurs, mais on est en droit de se demander s'il ne s'agit pas là de vœux pieux de circonstance.»

La CSSF également visée

Dans son courrier, Protinvest attire également l'attention de M. Barnier sur le manque d'indépendance de la CSSF vis-à-vis du ministère des Finances et des professionnels de la Place... impliqués dans l'élaboration des lois qui encadrent leur métier. Le directeur général de l'institution, Jean Guill, a d'ailleurs [tout récemment et pour la première fois](#) fait état lui-même du malaise. C'était lors de la présentation du rapport d'activité 2013 du régulateur.

L'association de protection des investisseurs s'est donc engouffrée dans la brèche pour demander à l'exécutif européen de mettre son grain de sel et d'établir une réglementation ad hoc.

Dans son [courrier de réponse](#) à une sollicitation précédente – ayant trait à la présence d'un représentant de l'État dans le conseil d'administration d'une banque à 90% privée et dans celui de la CSSF – Michel Barnier avait répondu qu'il n'était pas de son ressort de se prononcer sur un cas précis. Il avait en revanche souligné l'importance qu'il attache «aux questions de gouvernance d'entreprise au sein du secteur financier». Et avait en outre encouragé «à poursuivre le dialogue avec les autorités gouvernementales luxembourgeoises afin de trouver des solutions appropriées pour garantir le respect des principes de bonne gouvernance».

C'était en novembre 2013. Depuis le ministre des Finances a changé. Mais la ligne demeure. Protinvest aimerait bien la faire bouger.

International/regional news



Fiscalité: la Suisse et Singapour s'engagent sur l'échange automatique de données

2014-05-06 La Suisse et Singapour, deux places fortes de la finance mondiale critiquées pour leur manque de transparence, ont signé mardi une déclaration dans laquelle leurs gouvernements se disent "déterminés à mettre en oeuvre rapidement" l'échange automatique de données fiscales, c'est-à-dire à lever le secret bancaire, a annoncé l'OCDE.

Les signataires du texte, les 34 pays membres de l'Organisation de développement et de coopération économiques (dont la Suisse) ainsi que 13 autres Etats (dont Singapour mais aussi la Chine), "sont déterminés à mettre en oeuvre rapidement la nouvelle norme (d'échange automatique élaborée par l'OCDE) sur la base de la réciprocité", selon cette déclaration solennelle signée à Paris, au siège de l'Organisation.

Ce texte précise toutefois que, pour avoir une réelle valeur juridique, il faudra que la norme d'échange automatique "soit transposée en droit national". Il s'agit d'une étape de plus dans le processus piloté par l'OCDE, qui a présenté en début d'année une première ébauche de cette norme, largement inspirée de la loi américaine FATCA qui impose l'échange automatique par le biais d'accords bilatéraux.

L'échange automatique de données fiscales est considéré comme l'arme la plus efficace contre la fraude, puisqu'il lève de facto le secret bancaire et met fin à l'arbitraire pouvant régner dans la coopération entre administrations fiscales. Le chantier de l'OCDE doit être finalisé à l'automne, lors d'une réunion à Berlin du Forum mondial, organisation placée sous son égide mais rassemblant bien plus de pays, qui a pour mission de combattre l'évasion fiscale. Au niveau européen, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, l'Espagne et l'Italie ont promis de jouer un rôle précurseur et de signer entre eux des accords d'échange automatique avant cette réunion de Berlin, prévue les 28 et 29 octobre.

Pour Pascal Saint-Amans, responsable des questions de fiscalité à l'OCDE, la signature de la déclaration mardi "montre que nous passons à une étape qui rend le processus inéluctable", avec la signature "de deux places financières majeures et qui avaient une approche restrictive" face à l'échange d'informations fiscales. "En octobre le choix sera de rejoindre cette dynamique ou de se faire vilipender", a-t-il dit à l'AFP, expliquant que la décision de la Suisse et de Singapour enclenchait une "dynamique vertueuse", puisque ces deux pays sont susceptibles de faire une pression très forte sur les places financières qui n'auraient pas signé et qui seraient donc susceptibles d'attirer leurs clients tentés de frauder le fisc. Afp

LA TRIBUNE

Un ancien conseiller de Matignon chez Natixis : nouvel exemple de pantouflage ?

Régulation



Faut-il que de grands spécialistes de la finance susceptibles de retourner travailler dans ce secteur soient employés dans les cabinets ministériels?

Mathias Thépot 09/05/2014

Déjà chez BPCE jusqu'en 2012, l'ex conseiller au financement de l'économie de Jean-Marc Ayrault retrouverait, selon Les Echos, une place au sein de la direction de Natixis. Pendant ses deux années passées au sein de l'appareil d'Etat, il était notamment le référent à Matignon sur la loi de séparation des activités bancaires, que les banquiers ont combattue, et qui a accouché d'une souris. Une question d'éthique se pose.

Nouvel exemple de pantouflage entre l'Etat et les banques françaises ? [Selon les Echos](#), l'ex conseiller de Jean-Marc Ayrault pour le financement de l'économie, Nicolas Namias, va être nommé à la tête de la stratégie de Natixis, la banque de financement et d'investissement de BPCE. Son arrivée est programmée pour l'été, selon le quotidien économique, qui rappelle que cet énarque avait déjà dirigé, de juillet 2008 à avril 2012, le pilotage et l'analyse de la performance de BPCE.

Le réseau étoffé des banquiers au sein de l'appareil d'Etat.

Clairement, une question déontologique se pose si l'information des Echos se confirme. Nicolas Namias a en effet été le conseiller référent de Matignon [lors des discussions sur la loi de séparation des activités bancaires adoptée à l'été 2013](#), et dont l'idée initiale ne plaisait guère aux banquiers. Ces derniers ont parfaitement manœuvré pour arriver à leur fin : au final,

de séparé, ou plutôt de filialisé, il n'y a aura qu'une infime partie du chiffre d'affaires de la BNP Paribas et de Société générale.

Pour faire passer ses messages, le lobby bancaire a pu [s'appuyer sur un réseau étoffé infiltré](#) dans l'entourage des décideurs publics. Chaque banque disposant d'au moins un relai plus ou moins officiel au sein de l'appareil d'Etat, ou bien ayant accompli un parcours en son sein.

Comment réformer son futur employeur?

C'est donc loin d'être la première fois qu'un ancien des cabinets ministériels est enrôlé dans une banque une fois sa mission au sein de l'Etat achevée. Mais ce type de pratique pose toujours la question du conflit d'intérêt : Comment un conseiller ministériel peut-il objectivement agir dans l'intérêt général pour réformer en profondeur son potentiel futur employeur qui ne veut pas de ces changements ? Certains répondront, parfois à juste titre, qu'il est de toute façon indispensable de posséder des techniciens dans ses équipes pour réformer un secteur, qui plus est un secteur complexe comme le secteur financier.

C'est d'ailleurs cet argument qui est souvent mis en avant pour justifier la réussite du président [Américain Roosevelt en 1933](#) : entouré de conseillers économiques et juridiques proches des milieux d'affaires, il avait réussi à contrecarrer les pressions du milieu financier pour imposer son « Banking Act » de 1933 qui a instauré la séparation entre la banque de dépôt et la banque d'investissement qui sera effective jusque dans les années 1990.

Mais désormais, ces conseillers proches des milieux d'affaires, qui subsistent dans l'entourage des grands dirigeants de notre monde, contribuent à l'inverse à tempérer les ambitions réformistes.

Une commission de déontologie... pas très éthique

Pour éviter de potentielles dérives, une commission de déontologie [a été créée en France en 1995](#). Elle contrôle les mouvements des acteurs entre secteurs publics et privés et "*examine si les activités privées qu'ils envisagent d'exercer ne sont pas incompatibles avec leurs précédentes fonctions*", est-il indiqué sur le portail internet de la fonction publique.

Si la nomination de Nicolas Namias chez Natixis se confirme, c'est donc que la commission de déontologie l'aura acceptée. Serait-ce une surprise ? Non, car plusieurs "jurisprudences" existent en la matière. La plus récente et plus symbolique reste l'approbation par la commission de la nomination de Xavier Musca, ancien secrétaire général de l'Elysée sous la présidence de Nicolas Sarkozy, au sein de la direction du Crédit Agricole.

The American Interest

Money Games

How Offshore Finance Sank Western Soft Power

[Ben Judah](#)

For a long time now, the West has lived off its Cold War reputation in Eastern Europe. But this reputation is now spent, thanks to Western complicity in offshore finance's pillage of post-Soviet states.

Published on May 8, 2014

When most people think about offshore finance, they don't think about the future of Europe: They think about palm trees, about shell corporations headquartered in a P.O. Box, and about secret Swiss bank accounts. But this is not what people in Eastern Europe think.

When Russians, Ukrainian, Azerbaijanis—I will spare the reader from a roll call of the 15 fraternal republics—when these countries think offshore finance, they think about their stolen futures. But isn't that a good thing? Won't that make them realize that West is best?

Not so fast. First, a few figures. The offshore economy has grown into a gargantuan parallel financial system. There may be more than \$20 trillion hidden in more than fifty tax havens. The colossal treasure hidden in British tax havens alone is more than \$7 trillion. And a disproportionately large share of that money is Eastern European. Take Russia's missing \$211.5 billion: That's the conservative estimate for illicit financial flows out of Russia alone between 1994–2011.

The conventional wisdom is that ordinary citizens of these states—feudally ruled, politically pillaged—will become obsessed about corruption. So far, so good: You cannot talk about politics in Russia, Ukraine, Azerbaijan, and the rest without talking about corruption. But beyond this, the conventional wisdom—that the middle classes, the young, or the globally connected will then demand a new, Western-style government—breaks down

The reason this logic doesn't hold is that East European corruption fighters are discovering that Western countries and their systems of offshore economies have enabled the colossal theft of their countries' resources. Bubbling up from beneath the surface of both the Russian opposition and the Ukrainian Maidan is a new sense of disdain for the West.

Imagine you spent the past decade fighting Ukrainian corruption. The model of good governance you looked up to was Britain or Germany. You applied for European Union funds. You were trained by Western foundations and EU funded think-tanks to follow the money stolen by your state. But then you discovered something horrible: the money was flowing right back to the West. Those models of good governance you looked up to turned out to be providing money-laundering services to the very people and institutions stealing your country's future.

This is what happened to Daria Kaleniuk at Kiev's Anti-Corruption Action Centre. The director of one Ukraine's most important NGOs battling corruption spent years investigating how corruption actually works. But the more she learned, the more she viewed both America and the European Union as hypocrites.

Kaleniuk explains:

What we found was that the money stolen in Ukraine was heading into British and European tax havens and hidden using shell companies inside the European Union. This was very uncomfortable to find out. What we felt is the Western elites were being hypocritical to us—preaching anti-corruption but allowing this offshore world to flourish.

Kaleniuk's outrage is increasingly being felt across Ukraine—and not just in the think-tank world but increasingly in politics as well. Heavily involved in activism during the Maidan protest movement, Ukrainian MP Lesya Orobets is running for Mayor of Kiev on a platform that flirts with nationalist outrage. She is enraged by Western complicity with the offshore black hole into which Ukraine's national wealth has long disappeared:

What you need to understand is that Western tax havens have resulted in Ukrainian deaths. Take for example the theft of Ukraine's HIV budget. The national budget for fighting HIV was stolen and hidden in tax havens and in Great Britain. But this has consequences—we are now approaching a 2 percent HIV infection rate in Ukraine, which is near the no-return point of pandemic. This corruption will kill British men too. I hear they come to Ukraine. But they also return home. What will happen if the British do not close down their tax havens? I will be deeply, negatively, impressed.

Talk to any Ukrainian revolutionary and you soon realize that offshore finance is rapidly undermining Western soft power. Take activist blogger and journalist Mustafa Nayem, one of the most charismatic protest leaders in the early stages of the Maidan who first called out the protestors onto the streets. He is exasperated with Western offshore hypocrisy.

Why do they only now investigate the hidden fortunes that were stolen and hidden in Austria and in Switzerland? We told the Europeans and we told their embassies a hundred times this money was stolen and hidden in their countries. And nothing happened. Now that the regime has fallen, they suddenly—in a matter of days—can reveal the stolen money. But why did they not do this before? They are guilty—guilty of leaving us alone with these thieves. They are guilty of allowing them to plunder us.

Behind the scenes, many in the new government feel the same way. But because they are financially dependent on the West when it comes to staving off economic collapse, few American and European diplomats have picked up on what's really going on. Talking to revolutionary minister Dmytro Bulatov, it comes up quickly enough: "Ukrainian money was stolen and taken to Austria and Switzerland and British tax havens. But we want that money back."

Ukrainian media have also picked up on this story. The liberal activist station Hromadske has held discussions and even invited a British activist on air to discuss how Western offshore financing works and how to fight back. In the press, pieces linking Ukrainian corruption to Austrian banks and British tax havens have caused the reputations of those nations in particular to plummet.

The Russian opposition is even angrier. Russian oligarchs like to parade their lavish lifestyles in London on Russian television, so the welcome reception they are given by British elites is well known. Because this money is universally believed to be stolen, Britain's moral authority among Russians has collapsed: Both Downing Street and the Foreign Office are widely mocked, and London is known as "the capital of Russian corruption."

The charismatic opposition leader Alexey Navalny expresses frustration in private with Western law enforcement and feels that his and his colleagues' endless petitions to investigate corruption are being ignored.

Navalny aspires to be Russia's post-Putin President. But what would he do about offshore finance if he were to enter the Kremlin? "My dream," he once told me, "Would be to bring the money back." Navalny is exasperated at the scale of stolen Russian money flooding into Western tax havens and European capitals. "How can they be so stupid? Do they really think this is empty anonymous cash? Do they not realize it is stolen money from the Russian budget?"

For a long time now, the West has lived off its Cold War reputation in Eastern Europe: looked to as a beacon of democracy, or the defender of the dissident underground from Moscow to Baku. But this reputation is now spent, thanks to Western complicity in offshore's pillage of post-Soviet states.

The West has gotten used to enjoying a hero's reputation amongst Eastern European democrats. But get to know the Moscow opposition or the Maidan and you soon learn that London is now a byword for corruption, and the names of whole European countries—Luxemburg, Cyprus, Switzerland, Andorra, and even the Netherlands—are synonymous with "theft."